

COMMUNIQUE DE PRESSE

**Les Jeunes socialistes du Lot soutiennent
les services publics et la mobilisation des cheminots.**

Les Jeunes Socialistes du Lot s'engagent depuis plusieurs années pour une politique ambitieuse et solidaire du chemin de fer. De la ligne POLT à la réforme du gouvernement Philippe, nous apportons plus que jamais notre soutien à la mobilisation des cheminots qui a pour objectif de défendre un service public de qualité.

Depuis des mois, le gouvernement fait des économies en affaiblissant la qualité des services publics pour les usagés. En démontre la suppression de 260 000 emplois aidés, les 4,2 milliards d'économies sur la santé et maintenant le projet de réforme de la SNCF. Nous dénonçons les refus d'entendre les revendications pourtant légitimes de nombreux agents, notamment dans les EHPAD publics, à l'hôpital public, à l'Éducation nationale et chez les personnels pénitentiaires.

Nous dénonçons cette logique comptable qui aujourd'hui, permet au gouvernement de se désinvestir dans les services publics de proximité, notamment dans nos territoires ruraux mais en même temps octroie des largesses fiscales aux très riches comme le prouve la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune. L'ensemble de ces mesures ne soutiennent absolument pas le pouvoir d'achat des classes moyennes et des ménages modestes.

La volonté du gouvernement Macron-Philippe est de passer en force pour ordonner une réforme injuste à la SNCF. Confondant vitesse et grande précipitation, il a décidé de recourir aux ordonnances, d'imposer un calendrier qui sert sa logique de libéralisation du chemin de fer. Nous dénonçons l'absence de concertations et de discussions avec les partenaires, les organisations syndicales et les collectivités locales. En agissant ainsi, le gouvernement empêche la mise en place d'un débat constructif sur l'avenir du service ferroviaire dans notre pays.

Nous défendons un service public qui doit combattre les inégalités territoriales et demeurer un bien commun et non une logique comptable. Assurer la présence des services publics ferroviaires sur l'ensemble du territoire est une exigence que nous porterons dans les prochaines semaines.

Relation Presse : **Geoffrey SAPIN**